



23 Nov. 10^{ème}
10 Déc.
2012 Foire
Internationale de
LOME
Foire de toutes les opportunités

CETEF - LOME
Centre Togolais des Expositions et Foire de Lomé "TOGO 2000"
BP: 10056 Lomé, Togo
Tél: (228) 22 35 07 27 / 22 30 38 48 Fax: (228) 22 26 17 54
E-mail: ceteflome@cetef.tg Site web: www.cetef.tg

N° 331 du 07 novembre 2012 / Prix: 250 Fcfa

Récépissé N° 259/21/ 12 / 04/HAAC
Maison de la presse, casier N° 61
Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma

Email: tchaboremessenger@yahoo.fr
Contact: 90 04 71 59
Imprimerie: Saint-Louis

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicités

Prière de repentance pour le Togo

**L'Eglise pour
unir le peuple
togolais** P.6

Crise sociopolitique et perspective d'un dialogue de dernière chance P.3

Les tergiversations d'une opposition en péril



Perspective d'un dialogue politique

**Les membres du CST divisés,
ARC-EN-CIEL se détache** P.3

● Et si le leader du NET avait raison ?

Présidentielle américaine:

**Les observateurs prévoient
une victoire
d'Obama
sur le fil** P.7

● connaître
le vote et le
mode d'emploi



ANNONCE



DIRECTION GENERALE DE LA SOCIETE DES TELECOMMUNICATIONS
DU TOGO (TOGO TELECOM)

Avis d'Appel d'Offres Ouvert (AAOO)
Appel d'Offres National N° 116/ TGT/DG/ DML/PRMP
EMIS LE 29 OCTOBRE 2012

1. La Société des Télécommunications du Togo (TOGO TELECOM) sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour assurer les prestations d'entretien et réparation de ses véhicules.

2. L'ensemble des prestations est reparti en six (06) lots conformément au tableau ci-dessous :

Lots	Désignation	Nombre de véhicules
Lot 1	Entretien et réparation des véhicules à Kara (Sokodé-Kara et Dapaong)	21
Lot 2	Entretien et réparation des véhicules à Lomé (EPPGD)	26
Lot 3	Entretien et réparation des véhicules à Lomé (DRA)	22
Lot 4	Entretien et réparation des véhicules à Lomé (DCM-IGA-DRI)	21
Lot 5	Entretien et réparation des véhicules à Lomé (DML)	21
Lot 6	Entretien et réparation des véhicules à Lomé (Projets-DSD-DRH-DFC-Protocole)	21

3. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini dans le Code des Marchés publics à l'article 18 et ouvert à tous les candidats éligibles.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de TOGO TELECOM :

Attention de : Manfeidjeou BANEZI, Personne Responsable des Marchés à TOGO TELECOM,

Ville : LOME Boîte postale : 333 Pays : TOGO
Numéro de téléphone : +228. 22 21 44 01, 22 34 13 69
Numéro de télécopie : +228.22 21 03 73
Adresse électronique : mbanezi@togotel.net.tg

Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet sur le site électronique de TOGO TELECOM, www.togotelecom.tg, ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de Cinquante mille (50 000) FCFA à l'adresse mentionnée ci-après :

Direction Générale de TOGO TELECOM
Place de la Réconciliation ; quartier Atchanté
BP : 333 Lomé - Togo
Tél : (228) 22 21 44 01 / 22 53 44 01
Télex : 5245 TG
Fax : (228) 22 21 03 73
E-mail : spdgtgt@togotel.net.tg

4. Les exigences en matière de pièces administratives sont :

Pour les entreprises installées dans l'espace UEMOA

- Carte d'opérateur économique en cours de validité ;
- Extrait du registre du commerce et du crédit mobilier ;
- Attestation de non faillite datant de moins de trois (03) mois ;
- L'original du quitus fiscal datant de moins de trois (03) mois ;
- Attestation de l'inspection du travail et des lois sociales (ITLS) datant de moins de trois (03) mois ;
- Attestation de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale datant de moins de trois (03) mois ;

- Attestation du paiement de la taxe parafiscale de régulation.

Pour les entreprises non installées dans l'espace UEMOA

- Extrait du registre du commerce et du crédit mobilier ou toute pièce en tenant lieu ;
- Attestation de non faillite (original) datant de moins de 3 mois.

5. Pour être qualifiés, les candidats devront :

- Produire un extrait du compte de résultats et du bilan des trois (03) dernières années (2009, 2010, 2011) ;
- Justifier d'une police d'assurance professionnelle et responsabilité civile couvrant les risques professionnels et les risques de vol, incendie et autres risques auxquels sont soumis les véhicules de Togo Télécom ;
- Justifier d'une expérience minimale de 02 ans dans le domaine de la réparation et l'entretien des véhicules.

Voir le DPAO pour les informations détaillées.

6. Le paiement du coût de dossier se fera par chèque ou en espèces.

7. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après : Direction Générale de TOGO TELECOM au Secrétariat Administratif (Direction des Ressources Humaines), **Porte N° 12**, au rez-de-chaussée, au plus tard **le 29 NOVEMBRE 2012 à 9h 00 TU**. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

8. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, conformément au tableau ci-après :

Lots	Désignation	Nbre	Garantie de soumission
Lot 1	Entretien et réparation des véhicules à Kara (Sokodé-Kara et Dapaong)	21	625 191 FCFA
Lot 2	Entretien et réparation des véhicules à Lomé (EPPGD)	26	774 046 FCFA
Lot 3	Entretien et réparation des véhicules à Lomé (DRA)	22	654 962 FCFA
Lot 4	Entretien et réparation des véhicules à Lomé (DCM-IGA-DRI)	21	625 191 FCFA
Lot 5	Entretien et réparation des véhicules à Lomé (DML)	21	625 191 FCFA
Lot 6	Entretien et réparation des véhicules à Lomé (Projets-DSD-DRH-DFC-Protocole)	21	625 191 FCFA

Un candidat peut soumissionner pour un (01) ou l'ensemble des lots mais ne peut être attributaire de plus d'un (01) lot.

9. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de 90 jours à compter de la date limite du dépôt des offres.

10. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le **29 NOVEMBRE 2012 à 9h30 TU** dans la Salle de Réunion du rez-de-chaussée de la Direction Générale de TOGO TELECOM à l'adresse ci-dessus indiquée.

11. Le Marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre est conforme pour l'essentiel et évaluée la moins-disant et qui satisfait aux conditions de qualification requises.

Le Directeur Général,
Pétchétiadi BIKASSAM

Crise sociopolitique et perspective d'un dialogue de dernière chance

Les tergiversations d'une opposition en péril

Ces dernières heures, les commentaires vont bon train sur l'imminence d'un dialogue entre l'opposition et le pouvoir au Togo. Les récentes déclarations des responsables de certains regroupements politiques tels le CST (Collectif Sauvons le Togo), l'ANC (l'Alliance Nationale pour le Changement) et la coalition arc-en-ciel aidant. Lors de notre dernière parution, nous avons publié un article dans le lequel nous nous interrogeons sur ce que veut au juste l'opposition togolaise et particulièrement le CST, et la coalition ARC-EN-CIEL. L'on se rappelle qu'à maintes reprises, ces deux regroupements ont refusé la main tendue du gouvernement pour un dialogue, posant des préalables dont les plus en vus sont le départ de Faure Gnassingbé du pouvoir et la limitation du mandat avec effet immédiat. Aujourd'hui, bien qu'aucun gage n'ait été donné, ces mêmes reviennent et se disent disposés à dialoguer. Des ignominies qui ne disent pas leur nom, lorsqu'on sait que le pouvoir aujourd'hui a pris la vitesse supérieure en prenant ses responsabilités dans l'organisation des prochaines élections. La mise en place de la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante) et la prestation du serment par ses membres en sont les preuves que rien ne devrait plus arrêter le gouvernement dans sa logique d'aller aux élections et vite.



L'opposition togolaise a pris cette sale habitude de toujours s'amuser avec ce qu'elle prétend défendre en se laissant aller dans des incongruités lorsqu'il s'agit des questions qui touchent la vie de la nation et que l'on a besoin de son concours. C'est ce qui fait dire à nombre d'observateurs y compris certaines chancelleries, que l'opposition togolaise regroupe des petits plaisantins qui n'ont d'autres visées que leur égo. Pourquoi refusait-elle les propositions de dialogues faites par le gouvernement pour aujourd'hui se livrer à ce qu'on appellerait un "come back"? Cette question mérite d'être posée, d'autant plus que le gouvernement n'a pas modifié sa position sur ce qui va être discuté si dialogue devrait exister. Autrement, l'opposition togolaise n'est que victime de ces propres turpitudes.

Le Togo a aujourd'hui besoin des gens responsables pour animer la vie politique et surtout en ce qui concerne l'opposition, des hommes et des femmes positifs dans leur opposition. Evidemment, ce n'est pas une invite aux membres de l'opposition à regarder dans la même direction que ceux du pouvoir en place. D'ailleurs, en démocratie cela n'existe pas. Le Togo n'a plus besoin d'une opposition menteuse, qui tergiverse sans un programme clair.

En 2010, lorsqu'il a perdu la présidentielle, Jean-Pierre Fabre, le leader de l'ANC s'est mis à



revendiquer, entraînant une partie des togolaises et des togolais à battre le pavé avec lui, ceci pendant plus d'un an. Et à chaque fois que l'occasion lui est

donnée de s'adresser à ses militants sur la plage, il leur promettait la victoire, synonyme de la prise de pouvoir. "La victoire est proche ce n'est qu'une question de semaines et de mois", a-t-il souvent l'habitude de dire. Mais depuis le temps des revendications jusqu'à ce jour, aucune victoire n'a été présentée aux militants. Il en est de même



de sa vice présidente Isabelle Améganvi qui s'est même permise d'entraîner les femmes du pays à s'exhiber nues pour des revendications politiques. La suite ici aussi, avec cette stratégie, on l'a connaît et elle se passe de commentaire. Rien comme résultat.

Aujourd'hui au regard des derniers développements, c'est une véritable division qui s'installe entre les différentes composantes des deux

regroupements politiques qui avaient fait front commun contre le pouvoir de Faure. D'une part, au sein du CST, il y a divergence des points de vue. L'ANC ne voulant pas d'un dialogue amoindri, alors que d'autres formations le souhaitent. D'autre part l'ANC n'est pas sur la même longueur d'onde que la coalition Arc-en-ciel sur le même sujet (dialogue).

En tout état de cause, l'opposition togolaise n'est pas conséquente avec elle-même et dans ces conditions elle ne peut prétendre un jour gagner une lutte. Cette façon de se comporter conforte le pouvoir en place et montre en face de l'opinion que l'opposition togolaise n'a pas pour l'instant un véritable programme pour le peuple pour lequel elle dit se battre. Et à cette



allure le moindre mal pour ce peuple, reste pour le moment Faure et son pouvoir...

NIK

Perspective d'un dialogue politique

Les membres du CST divisés, ARC-EN-CIEL se détache

● Et si le leader du NET avait raison ?

Ils avaient fait front il y a quelques semaines pour, disent-ils combattre le pouvoir en place au Togo. Ils, ce sont les membres du CST, composés des partis politiques et les organisations de la Société Civile, et ceux de la coalition ARC-EN-CIEL composés uniquement de partis politiques. Mais ce front semble vouloir tomber à l'eau au jour d'aujourd'hui et c'est le moins que l'on puisse dire, eu égard aux déclarations faites par un des responsables de l'ANC en l'occurrence le 1er vice président Patrick Lawson. En effet depuis longtemps, des informations faisant état de ce qu'il existait une divergence de point de vue entre les formations politiques composant le CST courraient. Mais aucun parti politique n'a eu le courage de le signifier ouvertement. Dictat, formation des noyaux tout en mettant certaines formations politiques hors des prises de décisions, etc... sont les maux qui gangrènent depuis longtemps le CST. Dans les coulisses, c'est l'ANC qui est plus visée. L'on l'accuse d'être trop rigide et de vouloir dicter ses lois aux autres formations politiques. Et c'est dans ce climat délétère, mais qui ne dit pas son nom, que la coalition arc-en-ciel dirigée par M. Apévon Dodji s'es invitée

dans la danse, afin de faire tomber le pouvoir. Mais il faut remarquer que ce qui arrive aujourd'hui était déjà prévisible. Ce n'est pas la première fois que l'opposition togolaise fait front commun pour combattre un pouvoir en place au Togo. Du COD1 au COD2 les mêmes causes ont toujours produit les mêmes effets. Mais si elle n'a jamais réussi, c'est parce qu'elle-même ne semble pas montrer le sérieux dans tout ce qu'elle entreprend. Ce qui a été toujours la pomme de discorde, est le problème de leadership. La presse, au début de ce rapprochement avait déjà annoncé que cela n'allait pas faire long feu. Certains naïfs n'avaient pas voulu comprendre. Les faits donnent raison à cette presse aujourd'hui, car au regard des déclarations de Patrick Lawson sur la radio privée Légende FM hier mardi 06 novembre 2012, il y va de soit que le divorce au sein du CST particulièrement entre les membres composant le collectif et l'ANC est bien consommé et que par ailleurs, la coalition qui au départ n'avait pas les mêmes revendications que le CST se détache de plus en plus. " ... J'ai décidé avec mon parti de mettre fin à certaines choses, la seule chose que nous demandons à l'ANC c'est l'honnêteté et la

sincérité. Si vous n'êtes pas sincères comment allez-vous partager un poste avec l'autre ? Pour être ensemble, il y a un minimum de choses à respecter ". C'est en substance une partie de la déclaration de Patrick Lawson. Des adresses à peine voilées à l'endroit de certains partis politiques du CST, mais aussi de la coalition arc-en-ciel. Sur la même chaîne, il a dénoncé le fait que certains responsables politiques se décident de parler au nom de tout le collectif et prennent même des décisions unilatérales sans leur avis. Déjà la semaine dernière, Jean-Pierre Fabre avait estimé que certains partis politiques s'agitaient depuis que le gouvernement a mis la machine du processus électoral en marche avec l'installation de la CENI. Et si aujourd'hui les marches du CST ne sont plus organisées, la division en est bien la cause. Peut-on donc dire que Djéri Taama et son net avaient raison. Cela ne fait aucun doute. Mais en son temps, lorsque le leader du Nouvel Engagement Togolais (NET) dénonçait certaines pratiques aussi bien dans la coalition qu'au sein du CST, certains l'ont boudé et il a été traité de tous les noms d'oiseaux. De même Kofi Yamgnane qui hier a participé aux côtés de cette opposition à des

marches s'est récemment rendu compte qu'il perdait son temps avec des gens qui sont figés à des calculs égoïstes. Mais heureusement, comme le dit un adage, le mensonge se lève tôt mais la vérité fini toujours par le rattraper. Il est temps que l'opposition togolaise ouvre les yeux pour voir la réalité en face.

Le Togo d'hier n'est plus celui d'aujourd'hui. Et donc changer de mentalité tout en restant coller aux valeurs qui feront d'eux des gens respectables soucieux de l'enracinement de la démocratie, tels devrait être le profil des nouvelles figures de lutte de l'opposition togolaise.

LM

Pour le député Nicodème Abia " L'UFC demeure le principal parti de l'opposition "

L'UFC est-il encore un parti d'opposition? La question est revenue sur la table à la faveur de la désignation des membres de la Commission électorale indépendante (Céni). Pour certains politiciens hostiles au pouvoir, la formation dirigée par Gilchrist Olympio est devenue un supplétif de la majorité présidentielle. Mais pour le député UFC, Nicodème Habia, ce débat n'a pas lieu d'être.

"Regardez les leaders de partis qui aujourd'hui dévient à l'UFC son appartenance à l'opposition. La plupart ont été ministres et même Premier ministre", confie-t-il dans un entretien accordé à Republicoftogo.com

Republicoftogo.com :



Certains taxent l'UFC de parti de la majorité. Que leur répondez-vous ?

Le Messager

Inexorable marche du Togo vers la démocratie

La trahison de Me Agboyibo vue par Dr David Ihou « Agboyibo a torpillé la démocratie »

Le président d'honneur du CAR répond « Je vous convie à cesser de falsifier l'histoire »

Dans une lettre ouverte rendue publique jeudi dernier, David Ihou, un ancien ministre de la Santé, s'en est pris vivement à l'ex-Premier ministre Yawovi Agboyibo, président d'honneur du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR), qu'il accuse d'avoir « torpillé la démocratie » et d'« embrouiller ceux qui n'ont pas beaucoup fréquenté l'école » avec des accusations fallacieuses.

Récemment, l'ancien président du CAR a pris position contre le processus électoral en cours et a accusé Gilchrist Olympio, le leader de l'UFC, de ne plus appartenir à l'opposition depuis qu'il a « pactisé » avec le pouvoir.

David Ihou rappelle opportunément que le même Agboyibo avait été Premier ministre de Faure Gnassingbé (2006-2007) et que plusieurs

membres du CAR avaient occupé des postes ministériels sans que personne à l'époque ne taxe ce parti de collusion avec le pouvoir.

Réponse du berger à la bergère, Me AGBOYIBO n'est pas allé par quatre chemins pour répondre à ces accusations. Sur le même site republicoftogo.com, le président d'honneur du CAR dit ceci : « J'ai lu la lettre que vous m'avez adressée le 1er novembre 2012 par le canal du site republicoftogo.com. En lisant de près votre courrier j'ai compris que votre intention première est de désapprouver la position que j'ai exprimée le dimanche 21 octobre 2012 sur Nana FM dans le cadre du débat concernant la question de savoir si l'UFC membre de la coalition gouvernementale au pouvoir pouvait se faire attribuer trois des cinq sièges de l'opposition parlementaire au sein de la CENI ». Il demande en outre au



constitution (" Le Président nomme le Premier Ministre dans la majorité parlementaire "), en nommant Edem Kodjo, Premier Ministre. C'était un piège grossier dans lequel vous êtes tombés, en connaissance de cause ou non, et seuls Dieu et vous connaissez la vérité ! Ce que le peuple vous pardonnera difficilement, c'est d'avoir refusé d'occuper la Présidence de cette Assemblée, mais aussi, d'avoir accepté de placer Me HEGBOR, votre adjoint, comme vice Président d'une Assemblée (où vous êtes majoritaire avec l'UTD), laissant la Présidence du parlement au RPT, Dahuku PERE ! Là encore, seuls votre Dieu et vous, savez

pourquoi vous l'avez fait...

Pourtant, Me AGBOYIBO, vos amis vous ont appelé en Europe, au lendemain de votre victoire de 1994, pour vous tenir ce discours, à peu de mots près !

" Maître AGBOYIBO, le poste de Premier Ministre est aléatoire, puisque le Président Eyadema, selon la Constitution, peut vous remplacer, quand il veut, alors que personne ne peut vous



déboulonner de la Présidence du parlement. Et, plus important, s'il arrive quelque chose à Eyadema, vous êtes Président par intérim, chargé d'organiser l'élection présidentielle, dans les 60 jours, comme le stipule votre Constitution. "

Maître AGBOYIBO, si vous n'aviez pas poignardé le bon sens en 1994, jamais Faure GNASSIGBE ne serait venu au pouvoir en 2005, à la mort de son père, et c'est peut-être vous qui seriez Président de la République aujourd'hui !

Par ailleurs n'essayez pas d'embrouiller ceux qui n'ont pas beaucoup fréquenté l'école. Un accord politique entre deux partis

(comme celui, actuel, entre le RPT et l'UFC) ou entre six partis (les cinq partis de l'opposition, la société civile et le RPT = l'APG) est un accord ordinaire, qui ne change pas la position fondamentale des partis (pouvoir et opposition). Vous qui avez été Premier Ministre de Faure GNASSIGBE (avec beaucoup de ministres du CAR au gouvernement) ne signifie pas que le CAR est un parti du pouvoir, mais toujours un parti de l'opposition. Il en est de même de l'UFC, aujourd'hui...

Etre de l'opposition n'est pas une marque déposée et quiconque reste dans l'opposition plus de dix ans (deux mandats présidentiels) est un mauvais stratège, parce qu'il n'a pas su œuvrer efficacement pour accéder démocratiquement au pouvoir. C'est donc une stupidité de se dire opposant éternel ou de l'opposition traditionnelle. Un opposant vrai, doit tout faire pour renverser la vapeur et être au pouvoir au bout de cinq ou dix ans ! Ce n'est malheureusement pas le cas au Togo, où on bombe plutôt la poitrine, pour se dire, de façon ridicule, qu'on est opposant de longue date...

Me AGBOYIBO, le peuple attend que vous demandiez pardon pour votre trahison de 1994, et que vous éclairiez plutôt sa lanterne, au lieu de chercher à l'embobiner.

Meilleures salutations de votre jeune frère, David IHOU

Voici la lettre ouverte publiée par David Ihou

LETTRE A MON FRERE AÎNÉ, YAOVI AGBOYIBO

" Un parti politique est comme un membre du corps humain ; il s'atrophie quand on ne s'en sert pas ! ". C'est un certain Dr David Ekoudé IHOU qui l'a écrit, un jour de juillet 1994, à un chef de parti togolais.

Me AGBOYIBO, vous êtes une icône de la lutte pour la démocratie au Togo. Mais aujourd'hui, vous déconcertez tout le monde ! La plus grosse accusation qui pèse sur vous, est d'avoir torpillé la démocratie, en 1994, lorsque, grand vainqueur des législatives, avec Mr Edem

Kodjo, vous avez refusé de gouverner ensemble, et vous avez redonné au RPT, la majorité parlementaire acquise par le peuple, dans un élan d'espérance inégalée.

Si vous aviez fait front avec l'UTD en 1994, vous auriez, sans coup férir, gagné aussi, sûrement, les législatives de 1999, avec les autres partis de l'opposition, et il n'y aurait jamais eu d'Assemblée monocolore RPT, pour modifier, en 2002, la Constitution du 14 octobre 1992. Le Général EYADEMA n'avait pas violé la

Pour le député Nicodème Abia

Suite de la page 3 **" L'UFC demeure le principal parti de l'opposition "**

Nicodème Habia : J'estime que certaines personnes ont la mémoire un peu courte. Regardez les leaders de partis qui aujourd'hui dévient à l'UFC son appartenance à l'opposition. La plupart ont été ministres et Premier ministre. Gilchrist Olympio notre leader n'a jamais occupé un poste dans ce pays.

Si l'UFC est au gouvernement, c'est parce que nous avons signé un accord avec le RPT pour l'apaisement politique, pour donner la chance au Togo de connaître une alternance pacifique. Cet accord est même la preuve que l'UFC est le principal parti d'opposition. Une évidence que toute personne de bonne foi ne peut nier.

Quand Maître Agboyibo a été nommé Premier ministre, avec plusieurs ministres au gouvernement, après l'Accord Politique Global (APG), le statut de parti de l'opposition n'a pas été retiré au CAR. C'est pareil pour

l'UFC aujourd'hui.

A l'allure où vont les choses, il y a manifestement la volonté de nuire. Nous ne pouvons accepter cela. Il faut dire la vérité aux populations. L'UFC demeure aujourd'hui un parti de l'opposition, le principal d'ailleurs. Demain, quand nous serons au pouvoir, nous ne serons plus dans l'opposition.

Mais je dois préciser que nous ne sommes pas condamnés à être éternellement dans l'opposition. Si on est dans l'opposition, c'est pour accéder au pouvoir demain.

De plus, à l'issue des élections législatives de 2007, l'UFC est le parti de l'opposition qui a eu le plus de députés.

Republicoftogo.com : **Comment appréhendez-vous les prochaines élections ?**

Nicodème Habia : Comme tout Togolais, nous les voulons transparentes et équitables. Ainsi l'audience réelle de chacun sera évaluée. Pour le moment, il y a

trop de vaines prétentions.

Republicoftogo.com : **Certains dénoncent la manière dont le processus électoral est mené**

Nicodème Habia : Nous à l'UFC, nous avons appris une leçon. Chaque fois qu'il est question d'organiser des élections, l'opposition tergiverse avant finalement d'aller au scrutin. Donc c'est le peuple que nous trompons. Il faut être sérieux. Il faut lui donner de la considération. On crie dans la rue qu'on n'ira pas aux élections, comme en 2010. Après on y participe. Il faut mettre fin à ces comportements infantiles. Il faut qu'on mûrisse. Et à l'UFC, nous avons mûri.

Republicoftogo.com : **Y a-t-il nécessité à ouvrir un nouveau round de dialogue ?**

Nicodème Habia : Le dialogue doit être permanent. Sans dialogue, rien n'est possible.

Voici la réponse de Me Agboyibo

Dr IHOU, J'ai lu la lettre que vous m'avez adressée le 1er novembre 2012 par le canal du site republicoftogo.com.

En lisant de près votre courrier j'ai compris que votre intention première est de désapprouver la position que j'ai exprimée le dimanche 21 octobre 2012 sur Nana FM dans le cadre du débat concernant la question de savoir si l'UFC membre de la coalition gouvernementale au pouvoir pouvait se faire attribuer

trois des cinq sièges de l'opposition parlementaire au sein de la CENI. Ma position, je tiens à le souligner, s'impose par respect à la fois des textes et du bon sens. Au parlement on est opposé à un GOUVERNEMENT et non à un parti politique. Une formation politique ne peut prétendre avoir la qualité d'opposition à un gouvernement dont elle fait partie et qui a été investi par ses élus. Je suis choqué de constater qu'au lieu de me convaincre du contraire par des arguments pertinents, vous avez choisi de s'en prendre à moi en des termes injurieux, en revenant sur le tournant douloureux que notre processus démocratique a connu à la suite des élections législatives de 1994. Vous évoquez ce triste passé pour me reprocher de n'avoir pas accepté la nomination de M. Edem Kodjo comme premier ministre et d'avoir refusé d'occuper le poste de président de l'Assemblée Nationale. Vous avez une fois de plus tenté de blanchir votre ami Edem Kodjo et de salir la victime que j'ai été.

Ce réveil du passé me paraît d'autant plus inopportun que nous sommes à un moment où nos populations sont allergiques à tout propos de nature à diviser les acteurs politiques et à affaiblir la lutte pour le changement.

Il se trouve que les faits que vous alléguiez sont d'une extrême gravité. Je ne peux les passer sous silence sans faire du tort à tous ceux qui en ont pris connaissance. C'est en vue de les

éclairer que je me fais le devoir de rappeler sans polémique trois des actes posés à l'époque par M. Edem Kodjo et qui sont à l'origine de la tragédie politique de 1994 dont notre processus démocratique continue à souffrir jusqu'à ce jour.

1. Premier acte : le 14 mars 1994, le jour même de la publication des résultats des législatives, Monsieur Edem Kodjo a déclaré sur RFI que son parti UTD est un parti charnière et s'en était pris aux agences de presse qui avaient annoncé la victoire de l'opposition en comptabilisant ses 7 élus avec les 36 du CAR. Tout le monde avait compris que l'UTD, le parti d'Edem Kodjo a pris ses distances par rapport au CAR et a conclu une alliance avec le RPT. Grâce à cette alliance RPT-UTD, il a été nommé premier ministre et a été investi par les députés du RPT avec en contrepartie l'abandon de la présidence de l'Assemblée nationale au RPT et l'attribution de la quasi-totalité des portefeuilles ministériels à l'ancien parti unique.

Comment pouvez-vous dans ces conditions, Dr Ihou, vous permettre d'écrire que si le CAR avait accepté de faire front avec l'UTD en 1994, Gnassingbé père ne serait pas demeuré au pouvoir jusqu'à sa mort en 2005 et que son fils Faure ne lui aurait pas succédé !

2. Deuxième acte : Monsieur Edem Kodjo a violé l'accord signé le 26 mars 1994 par le CAR et l'UTD au domicile de Me Hegbor en présence de trois de ses

Suite à la page 5

Le Messager

Projet d'appui au secteur agricole Des fonds lancés pour soutenir les projets innovants

La mise en œuvre du PASA, entendez Projet d'Appui au Secteur Agricole, prend aujourd'hui une allure accélérée pour l'opérationnalisation effective de ses différents instruments financiers. Alors que les différentes parties prenantes au comité chargé de la gestion de ces instruments financiers, procédaient aux derniers réglages, le Ministre Ouro-Koura Agadazi de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche et son collègue Ministre délégué Gourdigou Kolani chargé des infrastructures rurales, ont procédé lundi dernier au lancement officiel desdits instruments financiers. La cérémonie a eu pour cadre la salle de conférence du ministère de l'agriculture en présence de nombreux journalistes des médias publics et privés.

D'un montant global de 1,2 milliards de F CFA, les instruments financiers du PASA consistent en 3 fonds à savoir les fonds compétitifs, des subventions et un fonds de garanti, qui vont être hébergés dans des institutions spécialisées. Ces différents fonds sont destinés à financer des projets innovants porteurs de croissance et de création d'emploi.

Basés sur des procédures d'appel à proposition pour le financement des sous projets de type PME/PMI, les fonds compétitifs permettront de soutenir des initiatives innovantes de diversification des produits vivriers, des cultures d'exportation, de développement halieutique pour les marchés national, sous régional et international. Ces fonds compétitifs couvrent pour ce faire 3 principaux domaines à savoir la diversification des produits vivriers, le développement des exportations des produits agricoles non traditionnels et la production halieutique continentale. Par ces fonds, il est envisagé le financement de 60 sous projets soit pour toucher environ 50 000 producteurs agricoles et transformateurs agroalimentaires.

A travers des subventions, le PASA par ce volet va financer les



La table d'honneur, au micro, le ministre AGADAZI de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche

initiatives de valorisation de l'image et la promotion des produits vivriers locaux auprès des consommateurs. Ces derniers sont informés sur les possibilités d'utilisation variée des produits vivriers dans l'alimentation. 10 000 producteurs des filières de produits vivriers sont ciblés dans ce cas.

Quant aux fonds de garanti, il facilitera le financement des promoteurs pour le développement des activités à rentabilité financière.

Pour le Ministre Colonel Ouro-Koura Agadazi, l'agriculture au Togo reste un levier incontournable pour redonner espoir aux populations. Il faut pour ce faire se mobiliser et faire en sorte que les divers fonds soient gérés dans la transparence. " Dans le cadre du PNIASA, des actions sont en

cours au niveau national. Il faut poursuivre ces efforts en soutenant les maillons faibles du secteur agricole. Les instruments financiers du PASA ainsi lancés viennent renforcer ces actions en matière de la production, de la productivité, de la transformation et de la commercialisation " a précisé le Ministre.

La mise en œuvre des instruments financiers du est pilotée par un comité de gestion composé des représentants des ministères MAEP, MDIR, MEF, MERF, MDBAEJ, des producteurs, du secteur privé, des banques, de la société civile, des universitaires.

Pour bénéficier de ces fonds, les PME et les entrepreneurs peuvent en faire demande à déposer au ministère jusqu'au 05 décembre prochain, délais de rigueur.

Constant M.

Le SPDA n'est pas une fatalité, alors protégeons nous

Voici la réponse de Me Agboyibo

Suite de la page 4

collaborateurs ; accord aux termes duquel " l'UTD a accepté que le poste de premier ministre soit occupé par une personnalité désignée par le CAR ", étant entendu que la présidence de l'Assemblée nationale devait revenir à une personnalité de l'UTD.

En acceptant le poste de premier ministre en violation de cet accord, M. Edem Kodjo savait qu'il venait de violer de surcroît un engagement qu'il a pris devant un prêtre avant les élections et qui a servi de base à l'accord en question.

3. Troisième acte : Le Bureau Exécutif de l'UTD s'étant employé

lors d'une réunion du 16 mars 1994, de dissuader Edem Kodjo de vouloir se faire nommer premier ministre, ce dernier a cherché à venir à bout de sa résistance en affirmant que moi Agboyibo, j'aurais déclaré à son collaborateur M. Hyppolite Kouevi, que quel que soit celui de nos deux partis qui sortirait vainqueur des législatives, j'accepte qu'il soit nommé premier ministre. Edem Kodjo savait que ce qu'il disait était faux. C'est pourquoi, il glissa aussitôt après une note manuscrite à M. Kouevi Hyppolite pour le prier de ne pas le désavouer. M. Kouevi Hyppolite

regretta par la suite de s'être tu en rendant publique la note manuscrite d'Edem Kodjo dans le journal Le Regard n°52 du 19 août 1997.

Dr IHOU,
Vous convenez, au vu des éléments qui précèdent et que vous connaissez parfaitement que c'est en travestissant la vérité que vous cherchez à blanchir Edem Kodjo à mes dépens. Dans la mémoire collective du peuple togolais, il n'existe le moindre doute sur la personnalité qui a trahi à la suite des législatives de 1994.

Je vous convie à cesser de falsifier l'histoire.

Salutations distinguées.

Le Messager

Lu sur le net !

L'orgasme des seins : mythe ou réalité ?

L'orgasme mammaire existe ! Pour à nouveau rougir de plaisir, pas d'hésitation, titillez vos tétons ! Zone érogène primaire chez la femme, les seins peuvent révolutionner votre vie sexuelle. Focus sur une zone de jouissance encore méconnue, avec Alain Héril psychanalyste et sexothérapeute.



L'orgasme mammaire arrive rarement en tête de notre Top Five pour hululer à la lune. Et pourtant, certaines femmes ont connu cette brûlante jouissance. Après tout, ce n'est pas si étonnant. "D'un point de vue anatomique, le téton est un organe érectile, comme le clitoris, ou encore le sexe masculin... et c'est une zone érogène primaire chez les femmes" rappelle Alain Héril, qui nous livre ses confidences expertes sur le sujet.

De quoi relancer sa machine à fantasme pour l'automne.

Entre bal des hormones et zones du cerveau

Un pic d'excitation et les mamelons se durcissent et deviennent plus gros... Les veines qui l'entourent peuvent aussi se gonfler, et les seins augmenter de volume. On le sait bien, la stimulation sexuelle bouleverse notre chimie. En ce qui concerne la succion des seins, rappelant celle du nouveau né, celle-ci entraîne d'une part la production d'ocytocine (l'hormone de l'orgasme) et d'autre part de prolactine : deux éléments largement favorables pour grimper au 7ème ciel.

Par ailleurs, les études sont formelles : des chercheurs ont mis en évidence que la stimulation des seins active le cortex sensoriel génital, la même zone du cerveau sollicitée lors de la stimulation du clitoris, du vagin et du col de l'utérus... Il semblerait que pour le cerveau, l'information soit traitée sur le même plan... Rappelons que le plaisir, c'est aussi dans la tête, ce qui renforce la possibilité d'une poussée orgasmique mammaire !

A chacune sa sensibilité !

"En consultation, les femmes évoquent le plus souvent des sensations orgasmiques, c'est-à-dire d'une grande intensité. Mais peu témoignent avoir ressenti un orgasme, impliquant des spasmes du vagin" précise toutefois, Alain Héril. Les sensations sont évidemment différentes d'une femme à l'autre. La sensibilité dépend en majeure partie du ballet hormonal, des règles, et de la nature de la stimulation bien-sûr. Si la caresse manuelle des mamelons peut entraîner une réelle excitation, c'est toutefois la plupart du temps, la succion le véritable déclencheur ! Certaines le découvrent même lorsqu'elles allaitent... Ces sensations fortes peuvent être très déconcertantes.

Certaines femmes, en revanche, ne ressentent rien. La stimulation peut même entraîner des sensations désagréables. Ce n'est pas toujours le partenaire qui est en cause ! Le lien que nouent les femmes avec leur poitrine, va avoir une incidence directe sur son rapport au plaisir. C'est leur rapport au corps, et à leurs seins qui est en jeu. Quand on les trouve trop gros ou trop petits, qu'on souffre d'une mauvaise image de sa poitrine, il est plus difficile de ressentir du plaisir. Enfin, il n'y a pas d'automatisme de cause à effet dans le plaisir : le lâcher prise est au coeur de la sensation orgasmique, et il dépend du regard que vous portez sur vous.

Et les hommes !

Les hommes sont également sensibles mais sans chercher à en explorer la jouissance. Il y a dans la sexualité masculine un tel centrage sur le sexe, qu'ils investissent peu la poitrine comme zone érogène. En réalité les tétons sont une zone érogène secondaire chez un homme.

Vos seins sous haute tension érotique

Inutile de vous précipiter messieurs... "La stimulation passe d'abord par le regard, plein d'appétit et de désir..." insiste Alain Héril. Pour accompagner plus sûrement son amante sur le chemin de l'orgasme, "investir" sa poitrine est important. La manière de toucher et de caresser est unique pour chacun. Le mieux est de se mettre à l'écoute des sensations de sa compagne... A elle aussi de guider les hommes. "J'entends souvent dans mon cabinet, les femmes me dire : il ne sait pas s'y prendre" a noté notre expert. Dites-lui, ce qui vous fait plaisir, ce qui nécessite bien sûr un auto-apprentissage. En découvrant ses propres sensations mammaires, par de l'auto-érotisme, une femme peut initier des ébats moins convenus.

Catherine Maillard - octobre 2012

Prière de repentance pour le Togo L'Eglise pour unir le peuple togolais

La stabilité, la paix, le développement, la démocratisation ne doivent jamais se réaliser au Togo par des situations horribles et de division dans le même peuple. C'est un vœu cher au sein de plusieurs communautés chrétiennes qui se retrouvent souvent pour crier au seigneur et obtenir repentance.



Le pasteur Mitré DJAKOUTI

politiques, a permis d'implorer la grâce de Dieu pour la paix, la prospérité et le progrès. Les pasteurs se sont relayés ainsi au pupitre pour conduire les différentes prières notamment pour la repentance, la restauration, la protection divine sur le pays, les élections, les

dirigeants " a enseigné l'évangéliste Koffi Esaw.

L'ouverture et la clôture de cette séance de prière ont été données par le Pasteur Mitré Djakouti, Président du Conseil Chrétien. Dans son adresse à la foule de fidèles chrétiens, le Pasteur Mitré Djakouti a rappelé



Prestation d'une chorale

Nombreux, les togolais, tout simplement chrétiens et sans autre forme de distinction, ont alors répondu au rendez-vous du dimanche 28 octobre dernier au palais des congrès où ils ont prié ensemble avec les organisations chrétiennes à savoir le Conseil Chrétien, la FET, COMECTO, CPT, Compassion-Groupe de réveil,

Organisée sur instruction divine, selon l'Evangéliste Koffi Esaw, Président de Compassion-Groupe de Réveil, cette grande prière à laquelle ont pris part de nombreux invités à savoir le Ministre d'Etat Solitoki Esso, représentant le Président de la république, les ministres Nissao Gnofam, Damipi Noupokou, Mawussi Djossou Semodji, Me Fiatuwo Sessenou, des représentants des partis

partis politiques, le dialogue, la réconciliation, les forces de l'ordre et de sécurité, le Président de la république, le Président de l'Assemblée Nationale, le Premier Ministre, le gouvernement, l'économie du pays, les besoins de tous les togolais. " Dieu aime le Togo et il a dit qu'il n'a pas de plan de malheur mais des plans de bonheur pour le Togo. Si sur un pays son nom est invoqué, il entend des cieus et guérit les nations. Il faut alors s'humilier, prier et continuer toujours de prier parce que les défis sont nombreux et c'est Dieu qui en a la solution. Lorsque les hommes prient, Dieu leur inspire les solutions et inspire aussi les

une mission, celle de l'église qui est de prier pour rechercher la face de Dieu qui exhausse et guérit. Il a pour ce faire exhorté les togolais à s'humilier et dépendre de Dieu, à ne pas s'insulter et à ne pas insulter les dirigeants. Se fondant sur la mission de l'église qui est d'unir les peuples, le Pasteur Mitré Djakouti a appelé les togolais à vivre ensemble loin du diable, maître de la division et de l'hypocrisie.

Les prières ont vibré au rythme des chorales venues des différentes églises. Entre autres chorales prestataires, le groupe musical du temple du calvaire, le groupe Salut et Joie, les chorales JEONAM, la Colombe, la Voix des Anges, la Voix de la restauration, Shalom...

Constant M.

Amélioration du système éducatif

La CNT/EPT fait le diagnostic

La CNT/EPT, entendez Coalition Nationale Togolaise pour l'Education Pour Tous, à travers ses actions s'implique fortement dans l'amélioration du système éducatif au Togo. Au nombre de ces actions menées par la CNT/EPT à cet effet, les plus récentes portent sur un diagnostic participatif de 05 écoles ans la commune de Lomé, la préfecture du Golfe et la région maritime et sur le regard du CNT/EPT sur la revue sectorielle de l'éducation au Togo. Les travaux ont été sanctionnés en août et septembre derniers par un rapport sur le diagnostic participatif et par une analyse de la 2ème revue sectorielle dans les tiroirs. Devant la presse, le rapport du diagnostic participatif et les conclusions et recommandations de l'analyse de la 2ème revue sectorielle de l'éducation au Togo ont été présentés respectivement par Aféto Kuma, membre du Conseil d'administration du CNT/EPT et Marcel Toyi, coordonnateur du CNT/EPT, en présence d'un représentant de FAWE-TOGO.

Selon M. Kuma Aféto, la mission du CNT/EPT est de veiller au respect des engagements de l'Etat, de s'assurer de la redevabilité et de faire des propositions aux côtés



Les responsables de l'association

de l'Etat et des partenaires pour faire avancer le plan sectoriel de l'éducation. " L'initiative du diagnostic a été prise par la CNT/EPT dans le cadre de sa stratégie de suivi de l'environnement et de la gouvernance dans 5 écoles publiques, ce qui devra contribuer à améliorer les résultats scolaires des enfants " a-t-il souligné. Une enquête a été ainsi réalisée dans les 5 écoles ciblées et a touché 20% des élèves des niveaux Cours Élémentaires et Cours Moyens, 6 chefs d'établissement, tous les enseignants des écoles ciblées, les membres des Associations des Parents d'Elèves (APE) et ceux des Comités de Gestion des Ecoles Primaires (COGEP). L'enquête a permis aux responsables du CNT/EPT de déceler de nombreux problèmes relatifs au fonctionnement du COGEP, au salaire des

enseignants volontaires, aux attributions pédagogiques, aux absences répétées des élèves pour des travaux champêtres ou rémunérateurs, l'insécurité dans les écoles, aux vols, à l'état inondé des cours d'école, au manque de latrines et points d'eau, à l'hygiène et à la santé en milieu scolaire et à l'état défectueux de certains bâtiments scolaires.

La 2ème présentation faite par Marcel Toyi consiste pour la CNT/EPT de " s'assurer de la redevabilité nationale ". A travers son regard sur la 2ème revue sectorielle de l'éducation du Togo, le CNT/EPT a fait des recommandations pour permettre à l'Etat de s'atteler réellement à la résolution des nombreux problèmes du système éducatif. Face à l'enjeu majeur de l'atteinte des objectifs assignés au plan sectoriel de l'Education (PSE), Marcel Toyi a déploré que les recommandations de la revue 2011 n'aient pas été toutes mises en œuvre. Il faut donc ne pas négliger aucune recommandation cette année car souhaite-t-il vivement, " les ambitions affichées dans le PSE doivent être atteintes à l'horizon 2020 ".

Constant M.

Développement rural intégré Les différents projets présentés

Au nombre des priorités définies dans la feuille de route du gouvernement actuel, il est une, non moins importante, qui tient à cœur les dirigeants du pays, et prend en compte des actions de proximité à conduire sur le terrain pour l'épanouissement des populations. Divers projets sont alors initiés dans le cadre du développement rural intégré, et sont en cours d'exécution dans plusieurs localités à travers le territoire national. Quels sont ces projets ? Le Ministère délégué



La table d'honneur (les ministres)

auprès du ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, chargée des infrastructures rurales, a lors d'une rencontre hier avec les représentants des populations bénéficiaires et des journalistes, fait un aperçu exhaustif de ce qui est fait à ce jour.

C'est à travers un nouveau concept, le ZAAP, entendez Zone d'Aménagement Agricole, que le gouvernement pense le secteur agricole aujourd'hui. Ce concept, selon Koffi Bollor, Directeur de l'aménagement et de l'équipement rural, est un mécanisme pour identifier les goulots d'étranglement, trouver des solutions et intéresser les jeunes au secteur de l'agriculture. Ainsi, la mise en œuvre de la politique du gouvernement pour le développement rural intégré se traduit de plus en plus sur le terrain par des projets en matière d'aménagement hydro agricole, de construction et de réhabilitation de pistes, de désenclavement des zones à fort potentiel agricole. Entre autres projets à cet effet, il faut retenir le projet d'Aménagement et de Réhabilitation des Terres Agricoles de la zone de Mission de Tové (PARTAM), le projet d'Aménagement hydro agricole de la Basse Vallée du fleuve Mono (PBVM), le Projet de Développement Rural Intégré de la plaine de Mò (PDRI-Mò). Selon les présentations faites au titre de ces différents projets, les résultats enregistrés à ce jour sont probants et interpellent à pérenniser ce genre de projets pour booster la production et augmenter les rendements agricoles.

Pour le Ministre délégué, Gourdigou Kolani, chargé des infrastructures rurales, ces projets sont pluri annuels et il s'agit par leur mise en œuvre, de faire en sorte que les populations sentent un changement dans leur quotidien. " Il est de notre devoir de communiquer avec le grand public pour dire ce que le gouvernement fait concrètement en matière d'infrastructures rurales. Les présentations portent sur les projets de développement intégré. Ces projets ne prennent pas qu'une seule activité. Ils permettent de mettre en place des infrastructures aussi bien agricoles, sanitaires que de santé. Il s'agit par exemple des mini adduction d'eau potable, l'électrification rurale, la construction et la réhabilitation des magasins de stockage en vue de la commercialisation des produits agricoles issus de ces projets dans les localités bénéficiaires et leurs environs " a-t-il souligné.

Placé sous l'autorité du MAEP, le Ministre délégué chargé des infrastructures rurales a pour lettre de mission de " mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de développement rural intégré " a précisé Fofana Kadani, Chef de cabinet.

Constant MADJI



Présidentielle américaine:

Les observateurs prévoient une victoire d'Obama sur le fil

Jour de vote hier mardi 6 novembre 2012 aux Etats-Unis. Mitt Romney a décidé de faire campagne jusqu'à la dernière minute, avec d'ultimes déplacements dans l'Ohio et en Pennsylvanie. Barack Obama, lui, qui a eu à voter, il y a près de deux semaines, a conclu sa campagne le lundi dans l'Iowa, un autre Etat charnière. Il attendra désormais les résultats dans son fief de Chicago. Les premiers chiffres attendus pour la nuit ce matin de bonne heure prédisaient un scrutin très serré.

Barack Obama et Mitt Romney sont toujours au coude à coude dans les sondages. Le président sortant bénéficie d'une légère avance, mais trop faible pour être prise en compte ; elle correspond à peu près à la marge d'erreur des enquêtes d'opinion. Chaque candidat aura dépensé plus d'un milliard de dollars pour cette campagne. Mais ce sont finalement les efforts de dernière minute, effectués sur le terrain par les volontaires des deux



Barack Obama

camps, qui pourraient faire la différence.

Le taux de participation est crucial, en particulier pour Barack Obama, puisque les indécis, notamment au sein des classes

moyennes, et en particulier les femmes, les Hispaniques, les Noirs et les jeunes, se prononcent traditionnellement plutôt en faveur des démocrates. Les partisans de Barack Obama

vont donc toute la journée de ce mardi faire le maximum pour convaincre les électeurs de se rendre aux urnes, via la bonne vieille méthode du porte à porte, et ce, en particulier dans les Etats charnières.

" Winner takes it all "

Car l'élection ne s'effectue pas au niveau national, mais Etat par Etat. Les Américains votent pour de grands électeurs qui se sont eux-mêmes prononcés pour l'un des candidats. Dans chaque Etat, le candidat qui obtient le plus de voix obtient in fine le vote de tous les grands électeurs de cet Etat, selon la règle du Winner takes it all, selon laquelle le gagnant rafle toute la mise. D'où l'attention portée aux Etats indécis : même si le

scrutin est très serré comme on s'y attend par exemple en Ohio, le vainqueur emportera le vote de la totalité des 18 grands électeurs de cet Etat.

Ce système peut aboutir à un résultat étonnant. Un candidat peut accéder à la Maison Blanche alors qu'une majorité de citoyens se sont prononcés en faveur du camp opposé. Tel est d'ailleurs le scénario envisagé par beaucoup d'observateurs ce mardi matin. Ceux-ci prévoient une réélection sur le fil de Barack Obama, avec une majorité des grands électeurs, mais une minorité du vote populaire. Cela s'est déjà produit quatre fois dans l'histoire américaine.

Rfi et Messenger

Présidentielle américaine : connaître le vote et le mode d'emploi

Environ 215 millions d'électeurs américains se sont rendus aux urnes ce mardi 6 novembre pour élire un président. Mais ils n'ont pas voté directement pour Barack Obama ou Mitt Romney. Le système électoral américain est en effet indirect : les électeurs désignent des grands électeurs qui, à leur tour, élisent ensuite le président. Vote, mode d'emploi.

L'élection présidentielle américaine a lieu Etat par Etat, et non pas directement au niveau national. Dans chaque Etat, les électeurs votent pour de grands électeurs, qui se sont eux même positionnés en faveur d'un candidat à la Maison Blanche.

Le nombre de grands électeurs par Etat varie en fonction de la population : 55 en Californie, 3 dans le Wyoming par exemple. Au total, il y a 538 grands électeurs, et pour être élu, un candidat doit donc en obtenir plus de la moitié.

Mais le candidat à la Maison Blanche n'est pas élu à la proportionnelle des grands électeurs : celui qui obtient la majorité dans un Etat remporte l'ensemble des grands électeurs de cet Etat. C'est la règle du winner takes it all, selon laquelle le gagnant rafle toute la mise. D'où l'attention portée aux Etats indécis. Même si le scrutin est très serré par exemple en Ohio, le vainqueur emportera le vote de la totalité des 18 grands électeurs de cet Etat.

Ce système peut aboutir à un résultat étonnant : un candidat peut accéder à la Maison Blanche alors qu'une majorité de citoyens se sont prononcés en faveur du camp opposé. C'était le cas en l'an 2000 : en nombre de voix, Al Gore l'avait emporté, mais c'est George Bush qui avait obtenu le plus de grands électeurs et qui avait donc été élu.

Les autres scrutins

Les Américains n'élisent pas

courte majorité de six sièges. Or les démocrates forment le gros des sénateurs sortants, 21 contre 10, pour les républicains.

Ce mardi, les Américains devront aussi élire onze



seulement leur président ce mardi. Le scrutin présidentiel est doublé d'une élection législative. La totalité des sièges de la Chambre des représentants et un tiers de ceux du Sénat sont à renouveler. Et un tas d'autres scrutins locaux sont organisés. Dans certains Etats les électeurs auront des bulletins de vote de plus de dix pages.

Il n'y a pas de suspense majeur à la Chambre des représentants : les républicains devraient y conserver la large majorité qu'ils ont acquise en 2010, en grande partie grâce à la vague très conservatrice du tea party. Au Sénat, l'issue est moins certaine : le Parti démocrate n'y dispose que d'une

gouverneurs : huit de ces onze postes sont actuellement aux mains des démocrates qui pourraient en perdre de deux à quatre selon les sondages. Déjà au pouvoir dans 29 Etats, le Parti républicain conforterait donc sa majorité.

Enfin, une partie des électeurs sera consultée sur des référendums d'initiative locale. La légalisation ou dépénalisation du cannabis sera soumise au vote dans une dizaine d'Etats, le mariage homosexuel est à l'ordre du jour dans quatre Etats. D'autres se prononceront sur des sujets moins cruciaux comme l'ouverture des bars le dimanche ou l'obligation de porter des préservatifs pour les acteurs du porno...

Journalisme et développement

Les acteurs des médias formés

L'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT) a organisé hier, en collaboration avec le Centre Autonome d'Etudes et de Renforcement de Capacités pour le Développement au Togo (CADERDT) un atelier à l'intention des professionnels des médias sur la question du journalisme et du développement.

Journalisme et développement : quelle implication des médias dans le processus de développement au Togo", c'est le thème principal de cet atelier qui mobilisé une quarantaine de journalistes des médias publics et privés.

Donner aux journalistes les moyens et outils de l'exercice du journalisme indépendant, libre et digne, c'est le but visé par cette formation. Ainsi, selon Crédo Tetch, Secrétaire général de l'UJIT, le fond et la forme de l'information constituent les caractéristiques essentielles de la communication et l'efficacité du journalisme se trouve dans son rôle d'accompagnement des processus de développement. " Une plume est à la fois une truelle pour bâtir mais aussi un burin pour détruire. Il faut reconnaître la puissance de notre outil

et le tourner dans le bon sens "

Quatre communications portant sur les sous thèmes comme " accompagnement des centres de renforcement de capacités par les médias pour une application efficace des politiques ", " journalisme et développement : la problématique du journalisme d'investigation ", " médias et société civile : enjeux et perspectives ", " médias et secteur privé ", ont permis aux journalistes d'appréhender les contours du thème.

" Les médias jouent un rôle fondamental dans l'enjeu du développement. Ils soulèvent les problèmes et les lacunes qu'ils amènent à la connaissance de l'opinion publique " a précisé le Professeur Kako Nubukpo, Directeur exécutif du CADERDT.

A l'ouverture de l'atelier, Donko Balogou, représentant de la HAAC, a appelé les journalistes au respect de l'éthique du métier notamment la déontologie, l'équilibre et l'impartialité, dans l'exercice du métier. Il a souhaité que les participants à cet atelier en sortent suffisamment outillés pour aborder profondément des sujets portant sur le développement.

Richard FOLLY (Stagiaire)